

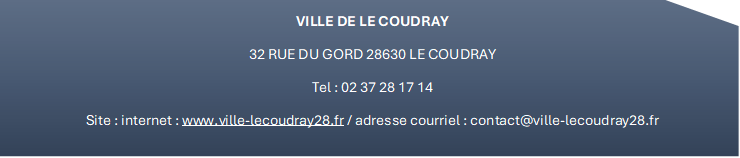
|  |  |
| --- | --- |
| Une image contenant bâtiment, plein air, fenêtre, maison  Le contenu généré par l’IA peut être incorrect. |  |
| Une image contenant plein air, fenêtre, maison, ciel  Le contenu généré par l’IA peut être incorrect. | Une image contenant plein air, arbre, barrière, chute  Le contenu généré par l’IA peut être incorrect. |

**rapport D’orientations budgétaires**

**exercice 2025**

**PRESENTATION**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 10 MARS 2025**



**PRÉAMBULE**

L’article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans sa rédaction issue de la loi du 7 août 2015 (loi NOTRe), prévoit que :

*Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.*

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article*[*L. 2121-8*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006389863&dateTexte=&categorieLien=cid)*. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*

La tenue de ce débat répond à un double objectif. D’une part, il permet d’informer les élus sur la situation économique, budgétaire et financière de la collectivité et de procéder à une évaluation prospective sur les perspectives économiques locales. Il permet, en outre, de les éclairer sur l’évolution et les caractéristiques de l’endettement et de préciser les engagements pluriannuels communaux.

Enfin, le débat participe à l’information des administrés et constitue à ce titre un exercice de transparence à destination de la population.

Le présent rapport d’orientation budgétaire transmis aux conseillers municipaux s’articule ainsi autour de quatre points :

1. Des éléments d’actualité sur le contexte macro-économique et des indications sur la situation financière des collectivités locales.
2. Des éléments d’information sur la loi spéciale et la Loi de finances 2025
3. Une présentation de la situation budgétaire de la commune.
4. Les éléments de prospective et de stratégie financières guidant l’élaboration du budget 2025.

En application de l[’article 106 III de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000030998239/2015-08-09) portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), toutes les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent adopter, par délibération de l’assemblée délibérante, l’instruction budgétaire et comptable M57, jusqu’alors applicable aux métropoles. Toutes les collectivités et leurs établissements publics devront avoir adopté cette instruction au plus tard le 1er janvier 2024. Cette nomenclature est plus récente, complète, et avancée en termes d’exigences comptables, que les autres nomenclatures en vigueur, dont elle reprend les principes communs.

Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction, avec une présentation croisée selon le mode de vote qui a été retenu.

La commune est passée à la nomenclature comptable M57 au 1er janvier 2024 (cf. délibérations n°23-63 (changement de nomenclature), 23-64 (approbation du règlement financier) et 23-65 (fixation des modalités d’amortissement) du Conseil Municipal du 30 octobre 2023.

***Table des matières***

**PREAMBULE**

[I. LE CONTEXTE MACRO ECONOMIQUE ET LA SITUATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES 4](#_Toc191314987)

[I/ Le contexte macro économique 4](#_Toc191314988)

[II/ La situation des finances publiques locales 7](#_Toc191314989)

[II-1/ Aperçu général pour l’ensemble des collectivités 7](#_Toc191314990)

[II-2/ Les finances des communes 9](#_Toc191314991)

[II/ La loi spéciale et la loi de finances pour 2025 10](#_Toc191314992)

[II-1/ Les principales dispositions de la loi spéciale et de la loi de finances pour 2025 10](#_Toc191314993)

[II-2/ La loi de programmation des finances publiques pour 2023 – 2027 12](#_Toc191314994)

[II. LE CONTEXTE LOCAL 13](#_Toc191314995)

[**I/ ANALYSE RETROSPECTIVE 2019 – 2024** 14](#_Toc191314996)

[A/ LE FONCTIONNEMENT 14](#_Toc191314997)

[B/ INFORMATIONS RELATIVES A LA STRUCTURE ET LA GESTION DE L’ENCOURS DE DETTE 20](#_Toc191314998)

[C/ L’INVESTISSEMENT 22](#_Toc191315002)

[D/ RATIOS 27](#_Toc191315003)

[**II/ LES ORIENTATIONS POUR 2025** 28](#_Toc191315004)

[A/ LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 28](#_Toc191315005)

[B/ LES PERSPECTIVES EN MATIERE D’INVESTISSEMENT 32](#_Toc191315006)

[C/ PROSPECTIVE 35](#_Toc191315009)

[III. L’INTERCOMMUNALITE 38](#_Toc191315010)

**I. LE CONTEXTE MACRO ECONOMIQUE ET LA SITUATION FINANCIERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

## I/ Le contexte macro économique

**A/ L’économie mondiale**

* + - **La croissance (PIB)**

La croissance du PIB mondial devrait s’affermir légèrement pour s’établir à 3,3 % en 2025 (contre 3,2 % en 2024) et rester stable à ce niveau tout au long de 2026. Dans les économies de l’OCDE, la croissance du PIB devrait être modeste par rapport à son niveau d’avant la pandémie et s’établir à 1,9 % en 2025 comme en 2026. La croissance de la consommation privée reste en effet atone dans la plupart des pays, compte tenu de la faiblesse de la confiance des consommateurs.

Les échanges mondiaux se redressent en volume et devraient augmenter de 3,6 % en 2024.

Dans les économies non membres de l’OCDE, on table également sur une croissance agrégée globalement stable aux alentours de son rythme actuel, l’Asie émergente demeurant le principal contributeur à la croissance mondiale. Les perspectives de croissance varient sensiblement suivant les régions. Aux États-Unis, la croissance du PIB devrait s’établir à 2,8 % en 2025, avant de diminuer à 2,4 % en 2026.

Dans la zone euro, le redressement des revenus réels des ménages, la situation tendue des marchés du travail et les réductions des taux d’intérêt directeurs continuent de soutenir la croissance économique. La croissance du PIB devrait être de 1,3 % en 2025 et 1,5 % en 2026. Au Japon, le taux de croissance devrait être de 1,5 % en 2025, avant de diminuer à 0,6 % en 2026. Le ralentissement de l’activité devrait se poursuivre en Chine, où la croissance du PIB devrait s’établir à 4,7 % en 2025 et à 4,4 % en 2026.

* + - **L’inflation**

Le recul de l’inflation globale s’est poursuivi dans la majorité des pays tout au long de 2024, à la faveur de nouvelles baisses des prix des produits alimentaires, de l’énergie et des biens. Ainsi, de 5,4 % en 2024, l’inflation devrait passer à 3,8 % en 2025, puis à 3,0 % en 2026, grâce à l’orientation restrictive persistante de la politique monétaire dans la plupart des pays.

Toutefois, dans les services, la hausse des prix se révèle encore persistante, s’établissant à environ 4 % dans l’économie médiane de l’OCDE en septembre 2024. À l’avenir, dans les pays du G20, la hausse annuelle des prix à la consommation devrait encore diminuer et revenir à l’objectif d’ici la fin de 2025 ou au début de 2026 dans près de la totalité des autres grandes économies.

**B/ L’économie nationale**

L’économie française a enregistré une croissance proche de son potentiel de moyen terme sur la première moitié de 2024 (environ 1 % en moyenne en rythme annualisé). Toutefois, la demande intérieure est restée faible. La consommation a globalement été atone au 1er semestre, même si les dépenses de services ont été soutenues. Le pouvoir d’achat ayant crû significativement, le taux d’épargne se situe au 2ème trimestre bien au-dessus de fin 2023 (17,9 % contre 17, 1 %) ce qui recouvre une nette hausse du taux d’épargne financière.

L’investissement des entreprises recule pour le 3ème trimestre consécutif, et celui des ménages (en logement) est en net repli. En revanche, les exportations sont plus dynamiques ; au total, la croissance du PIB pourrait légèrement dépasser 1 % grâce à un effet Jeux Olympiques, qui est intervenu au 3ème trimestre.

Au cours de la première partie de l’année, l’économie française a continué à créer des emplois mais à un rythme ralenti. Cela se traduit par la réapparition de gains de productivité, certes encore modeste à ce stade. Un point positif est que le taux de chômage demeure bas (7,3 % à mi-année), au regard de son historique des trente dernières années. C’est d’ailleurs un dénominateur commun à de nombreux pays européens, reflétant une moindre arrivée sur le marché du travail en raison des évolutions démographiques marquées par le vieillissement.

Par ailleurs, les pressions inflationnistes se sont nettement détendues. En août, l’inflation française mesurée sur un an est revenue sous la barre des 2 %. Les prix des services, reflétant les hausses de salaires, affichent encore une progression élevée mais cette dernière devrait se tempérer avec la modération salariale à venir, dans le sillage de la normalisation de l’inflation.

* + - **L’inflation IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé)**

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

* + - **La croissance (PIB)**

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

*Source : la Banque Postale*

* + - **Taux de chômage**

Au troisième trimestre 2024, le taux de chômage, au sens du Bureau International du Travail, atteignait 7,4 % de la population active (2,3 millions de personnes), soit une hausse de 0,1 % (ou 35 000 personnes) par 12 par rapport au deuxième trimestre, et de 0,3 % par rapport au point bas de 7,1 % mesuré au quatrième trimestre 2022 et au premier trimestre 2023. Il affecte 17,2 % des 15-24 ans, contre 6,7 % des 25- 49 ans et 5,1 % des 50 ans ou plus. Si le taux d’emploi des 15-64 ans augmente de 0,2 point et s’établit à 69 %, soit son plus haut niveau depuis 1975, le taux de chômage atteint 13,3 % pour les actifs ayant « au plus » le brevet des collèges, contre 5,0 % pour les diplômés du supérieur. Il se situe à un niveau intermédiaire pour les titulaires d’un BEP ou CAP (7,3 %) ou du baccalauréat (8,8 %).

Une image contenant texte, diagramme, Tracé, ligne

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

* + - **Le taux d’endettement public (dette publique en % du PIB)**

Une image contenant texte, capture d’écran, Tracé, diagramme

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

## II/ La situation des finances publiques locales

### II-1/ Aperçu général pour l’ensemble des collectivités

Une année complexe pour les finances locales, marquée par une forte disparité de situations entre les différents blocs. Les régions, mais surtout les départements, ayant connu plus de difficultés financières tandis que le bloc communal (tant les communes que leurs groupements et les syndicats) voyait son autofinancement s’améliorer, et ce malgré l’inflation record observée en 2022 et 2023.

Au global, les dépenses de fonctionnement ont progressé de 6,2 %, soit plus que l’inflation constatée pour l’année (+ 4,9 %), portées par la revalorisation de la masse salariale, le dynamisme des achats ou encore celui des dépenses d’action sociale.

En parallèle, les recettes (+ 3,9 %) ont bénéficié de la forte revalorisation des bases fiscales (+ 7,1 %) en lien avec l’inflation constatée en novembre de l’année précédente, mais ont pâti de la forte chute des droits de mutation à titre onéreux (- 22,3 %). Ainsi, les dépenses progressant plus vite que les recettes, l’épargne brute a marqué un recul (- 6,4 %), la résistance du bloc communal (+ 5,4 %) n’ayant pas compensé la forte baisse de celle des régions (- 5,0 %) et surtout la chute de l’autofinancement des départements (- 38,2 %).

L’investissement est resté toutefois dynamique, puisque les dépenses d’investissement (hors dette) ont poursuivi leur progression (+ 7,5 %) bien qu’en partie liée aux coûts. Le recours à l’endettement est resté modéré (- 2,6 % d’emprunts nouveaux, progression de + 1,2 % de l’encours de dette), et pour la première fois en 10 ans, les collectivités ont prélevé sur leur trésorerie (- 3,4 milliards d’euros, dont - 2,9 milliards d’euros pour les seuls départements et - 0,5 milliard d’euros pour les régions).

**L’année 2024** présentera un autofinancement en baisse (- 8,7 %), cette fois pour tous les niveaux de collectivités. La dynamique des dépenses demeurerait relativement forte, tant en fonctionnement qu’en investissement, tandis que les recettes marqueraient une décélération.

Du côté des transferts de l’État, la fin des dispositifs de soutien face à l’inflation et en particulier aux prix élevés de l’énergie, si elle est la conséquence d’une stabilisation du marché, vient renforcer le ralentissement attendu des recettes fiscales, les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) étant de nouveau attendus en forte baisse (- 17 %), comme la dynamique de la TVA, qui devrait nettement marquer le pas. La revalorisation des valeurs locatives cadastrales, bien que toujours relativement importante (+ 3,9 %), ne suffirait pas à compenser la hausse des dépenses.

Pour autant, l’investissement resterait particulièrement dynamique et progresserait comme l’année précédente (+ 7,0 %). Il serait financé par un net recours à l’emprunt, mais aussi par un prélèvement important sur le fonds de roulement (- 8,0 milliards d’euros), qui ne serait plus le seul fait des départements (- 3,7 milliards d’euros) et des régions (- 0,8 milliard d’euros)

### II-2/ Les finances des communes

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Police

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

*Source : la Banque Postale*

Alors qu’elle était encore en hausse en 2023, l’épargne brute des collectivités du bloc communal (communes, intercommunalités avec et sans fiscalité propre) accuserait un repli en 2024 de l’ordre de 4,4 %, l’effet de ciseau observé en 2023 s’accentuant en 2024 (+ 3,1 % de croissance pour les recettes de fonctionnement contre + 4,8 % pour les dépenses de fonctionnement).

Les politiques d’investissement ne seraient néanmoins pas remises en cause avec une progression encore soutenue de 8,6 %, hausse traditionnelle en fin de mandat, mais justifiée également par les impératifs de la transition écologique. Un prélèvement sur le fonds de roulement devrait être observé, et les emprunts repartiraient à la hausse pour soutenir cet effort ; l’encours de dette progresserait néanmoins de manière limitée (+ 2,1 %).

**En 2024,** les dépenses de fonctionnement des communes devraient enregistrer une croissance encore soutenue de 4,4 % (après 4,9 %) principalement sous l’effet d’une masse salariale qui absorberait notamment les différentes revalorisations salariales en année pleine. Les recettes de fonctionnement en revanche ralentiraient fortement (+ 2,5 %), les recettes fiscales supportant une revalorisation des bases plus faible qu’en 2023, une baisse des droits de mutation à titre onéreux et un produit de TVA peu évolutif. En conséquence, l’épargne reculerait de 7,8 % ; elle permettrait cependant de financer des investissements en progression de 8,3 % dans la lignée des trois dernières années.

Mais les subventions reçues et la hausse des emprunts (+ 10,0 %) ne suffisant pas, les communes devraient pour compléter le financement prélever sur leur fonds de roulement à hauteur de 2,2 milliards d’euros, soit un niveau comparable à ce que l’on a pu observer en 2013 (- 1,5 milliard d’euros).

## II/ La loi spéciale et la loi de finances pour 2025

Le calendrier habituel d’élaboration du budget de l’Etat a été fortement perturbé au second semestre 2024.

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025 avait ainsi été présenté à l'automne 2024 par le gouvernement de Michel Barnier à l'issue d'une procédure budgétaire retardée par la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le Président de la République le 9 juin 2024 et la démission du gouvernement de Gabriel Attal. Le texte initial ambitionnait de redresser les comptes publics de l'ordre de 60 Md€ et de réduire le déficit public à 5% du PIB en 2025.

Le gouvernement Barnier ayant été censuré par les députés le 4 décembre 2024, une loi de finances spéciale avait été promulguée le 20 décembre 2024 afin de permettre à l’État de continuer à prélever les impôts et d'emprunter pour assurer la continuité des services publics et ce jusqu'à la promulgation de la loi de finances initiale pour 2025.

Nommé le 13 décembre 2024 par le Président de la République, le nouveau Premier ministre, François Bayrou avait souhaité repartir du PLF déposé en octobre dernier et là où les débats s'étaient arrêtés en décembre au Sénat après la censure, afin d'adopter au plus vite un budget pour 2025.

La loi de Finances pour 2025 a été approuvée sans vote et promulguée le 14 février 2025.

### II-1/ Les principales dispositions de la loi spéciale et de la loi de finances pour 2025

**1/ La loi spéciale**

Cette loi spéciale ne remplace pas le budget, elle autorise seulement la perception des impôts et des ressources publiques nécessaires au financement des dépenses publiques essentielles.

Dans l’attente de l’entrée en vigueur d’une nouvelle Loi de Finances, la loi autorise la perception des ressources de l’État mais aussi des impositions de toutes natures affectées à d’autres personnes morales que l’État. Les impositions des collectivités locales sont donc bien concernées. Ces dernières percevront les douzièmes de fiscalité conformément aux règles de calcul en vigueur (132,9 Md€ ouverts dans le décret au titre des services votés sur le compte d’avances aux collectivités locales). Il est garanti la perception par les collectivités locales des prélèvements opérés sur les recettes de l’État (cf. dispositions propres aux prélèvements sur recettes et à la DGF).

**2/ La loi de Finances pour 2025**

* **La hausse des valeurs locatives cadastrales** de 1,7%
* **La hausse des cotisations employeurs à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Territoriales** (CNRACL) de 3 points sur 4 ans.

Il convient d’ailleurs d’ajouter, au 1er janvier 2025, le retour d’un point supplémentaire du taux de la cotisation d’assurance maladie des employeurs territoriaux, qui avait été exceptionnellement diminué en 2024 dans le cadre de la réforme des retraites pour compenser une augmentation de même ampleur du taux de CNRACL.

* **Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO)** remplace le fonds de réserve envisagé dans la version initiale du projet de loi de finances. Le DILICO opère un prélèvement de 1 Md€ sur les recettes fiscales des collectivités territoriales en 2025, dont 500 M€ pour le bloc local, répartis à parts égales entre les communes et les intercommunalités. Pour le bloc local, les collectivités concernées sont celles qui présentent un indice synthétique, composé à 75 % du potentiel financier / fiscal par habitant et à 25 % du revenu par habitant, supérieur à 110 % de l’indice moyen de la catégorie. Des mécanismes d’exonération concernent les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU), à la dotation de solidarité rurale (DSR) et à la dotation d’aménagement des communes d’outre-mer (DACOM.) Au total, environ 1 900 communes et 130 intercommunalités seraient ainsi concernées par le DILICO.
* **Le gel des fractions de TVA affectées aux collectivités locales.** Les fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) allouées en 2025 aux collectivités territoriales sont gelées à leur niveau de 2024. Pour les collectivités du bloc communal, ces fractions de TVA compensent la suppression de la taxe d’habitation sur les résidences principales (THRP) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Avec une croissance de TVA prévue à +2,3 % en 2025, le manque à gagner pour les collectivités atteindrait 1,2 Md€, dont environ 330 M€ pour les collectivités du bloc local, essentiellement les intercommunalités.
* **La réduction du fonds vert et de la DSIL**

Le fonds vert, destiné à soutenir la transition écologique des territoires, voit ses autorisations d’engagement réduites de 2,5 Md€ en 2024 à 1,15 Md€ en 2025.

La création d’un fonds territoriale climat (FTC), un temps envisagé par les sénateurs pour financer les intercommunalités dotées d’un plan climat-air-énergie territorial (PCAET), n’a finalement pas été conservée dans la version finale de la loi de finances pour 2025. Il pourrait cependant s’inscrire dans le fonctionnement du fonds vert.

La dotation d’équipement des territoires ruraux (DETR) et la dotation politique de la ville (DPV) sont stables. À l’inverse, les autorisations d’engagement de la dotation de soutien à l’investissement local (DSIL) diminuent de 150 M€ pour permettre d’abonder la dotation globale de fonctionnement (DGF) du même montant.

### II-2/ La loi de programmation des finances publiques pour 2023 – 2027

Ce texte définit la trajectoire pluriannuelle des finances publiques jusqu'en 2027 et les moyens qui permettront de l'atteindre, dans un contexte de sortie de crise économique et sanitaire liée au Covid. Un retour du déficit public sous la barre des 3% du PIB est prévu d'ici 2027 (contre 4,9% en 2023).

**La loi a été promulguée le 18 décembre 2023. Elle a été publiée au Journal officiel du 19 décembre 2023.**

La loi reconduit l’objectif qui figurait dans la loi de programmation pour les années 2018 à 2022 en confirmant la participation des collectivités locales à la limitation de l’évolution des dépenses publiques qui sera engagée dès 2023 pour parvenir en 2027 à un déficit public de 2,7 % du PIB et à une dette stabilisée.

Elle définit parallèlement une trajectoire de désendettement avec pour objectif de diminuer le ratio de dette publique de 111,8 % du PIB en 2022 à 108,1 % en 2027.

En raison du contexte marqué par la reprise de l’inflation, l’objectif de dépenses réelles de fonctionnement sera désormais évolutif et correspondra à une limitation de la progression des dépenses de fonctionnement des collectivités au niveau du taux d’inflation minoré de 0,5 point.

**II. LE CONTEXTE LOCAL**

Données de la commune :

Source : INSEE 2021

Revenu par foyer : 26 360 €

Potentiel fiscal par habitant : 727 €

Une image contenant texte, capture d’écran, nombre, Police

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Source : INSEE

Population de référence au 1er janvier 2022 en vigueur à compter du 1er janvier 2025 :

Population municipale : 4 063

Population comptée à part : 138

Population totale : 4 201

Les grandes orientations de la commune sont les suivantes :

- Nécessité de maîtriser les dépenses de fonctionnement en maintenant un service de proximité efficace, répondant aux besoins de l’ensemble de la population.

- Nécessité de conserver une pression fiscale des administrés raisonnable par une politique d’un taux de taxe foncière raisonné.

- Volonté de mener une politique d’investissement soutenue en matière de rénovation, d’amélioration et de construction d’infrastructures communales.

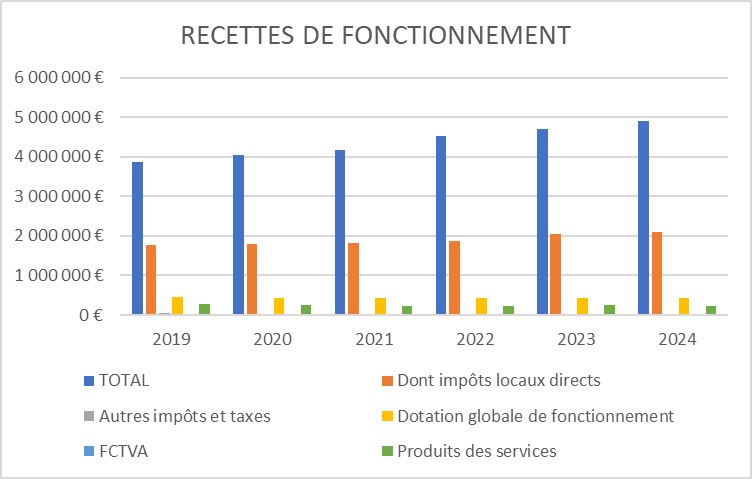
**I/ ANALYSE RETROSPECTIVE 2019 – 2024**

**A/ LE FONCTIONNEMENT**

***1/ Evolution des recettes réelles de fonctionnement depuis 2019 :***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT** |  |  |  |  |  |  |
|  | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024\*** |
| TOTAL | 3 862 000 € | 4 057 335 € | 4 177 329 € | 4 520 528 € | 4 715 444 € | 4 912 552 € |
| Dont impôts locaux directs | 1 771 000 € | 1 793 292 € | 1 815 034 € | 1 882 159 € | 2 048 637 € | 2 096 671 € |
| Autres impôts et taxes | 41 634 € | 27 402 € | 31 979 € | 1 105 € | 0 € | 0 € |
| Dotation globale de fonctionnement | 446 000 € | 438 371 € | 429 757 € | 423 799 € | 429 986 € | 439 185 € |
| FCTVA | 5 503 € | 6 023 € | 6 097 € | 6 924 € | 14 011 € | 11 430 € |
| Produits des services | 268 000 € | 255 563 € | 233 943 € | 222 776 € | 247 597 € | 234 271 € |

\*chiffres issus du projet de CA 2024 non encore voté



Évolution 2019-2024 des recettes de fonctionnement : +27,19% soit + 1 050 552 €. Les recettes de la commune font preuves de dynamisme notamment au niveau de la fiscalité et du produit des services (en léger retrait ces dernières années). La dotation globale de fonctionnement a peu évolué depuis 2021. L’augmentation importante des recettes de fonctionnement est essentiellement liée à l’augmentation de la contribution de Chartres Métropole au fonctionnement du Service Etat-Civil de la ville (environ +150 000 euros)

Pour 2024,

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **4 912 552 €** |  |
| Dont impôts et taxes | 2 859 859 € | 58.22% |
| Autres impôts et taxes (TLPE) | 27 496 € | 0.56% |
| Dotation globale de fonctionnement | 439 185 € | 8.94% |
| Intercommunalité : att. de compensation, DSC, part état-civil | 989 004 € | 20.13% |
| Produits des services | 234 271 € | 4.77% |

Les recettes tarifaires regroupant les redevances de cantine, du multi-accueil, les concessions cimetière, la redevance d’occupation du domaine public, … sont estimées à hauteur de 234 271 €.

La CAF, partenaire privilégié de la Ville dans le cadre de la petite enfance et de l’enfance, a apporté son concours à hauteur de 184 818 €. Ce produit est en baisse en raison du versement direct du Bonus territoire au concessionnaire de service public pour l’activité enfance – jeunesse. Cette somme est néanmoins déduite de la contribution forfaitaire versée par la commune à ce prestataire, ce qui constitue une minoration de la dépense.

Le produit des impositions directes est supérieur de 48 000 € environ au prévisionnel du budget primitif. Ceci s’explique par une revalorisation des bases de 3,9% en 2024.

Le produit de la Fiscalité Locale a augmenté de 18,35% entre 2019 et 2024, une hausse qui s’explique par les variations nominales des bases d’impositions prévues par les lois de finances ainsi que par de nouvelles constructions, et non de la municipalité, puisque les taux d’imposition n’ont pas évolué.

L’article 5 de la Loi de Finances pour 2020 a prévu la suppression totale et définitive de la taxe d’habitation (TH) sur l’habitation principale. En 2022, les ménages qui n'ont pas encore bénéficié de la suppression de leur taxe d'habitation pouvaient prétendre à une exonération de 65 % sur leur résidence principale, quel que soit leur revenu. Cette exonération avait été de 30 % en 2021. **La taxe d'habitation a été définitivement supprimée en 2023.**

Compte tenu de cette suppression, la loi prévoit également une refonte du financement des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), avec une compensation à l’euro près, dynamique dans le temps. Cette réforme, qui est progressivement mise en œuvre entre 2020 et 2023, comporte plusieurs volets :

* La suppression de la TH sur la résidence principale ;
* Le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) aux communes ;
* L’adaptation des règles de lien et de plafonnement des taux des impositions directes locales.

Les autres recettes de fonctionnement :

|  |  |
| --- | --- |
| Atténuations de charges | 26 405 € |
| Produits des services et du domaine | 234 271 € |
| Dotations et participations | 859 110 € |
| Autres produits de gestion courante | 265 709 € |
| Produits exceptionnels | 37 249 € |
| Résultats de fonctionnement | 629 941 € |

***2/ Rappel des taux d’imposition votés :***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **EVOLUTION DES TAUX DE FISCALITE DIRECTE LOCALE** |  |  |  |  |  |  |
| En pourcentage | **2016** | **2017** | **2019** | **Depuis 2020** |
| **TAXE D'HABITATION** | 11,09 | 12,14 | 12,50 | 0 |
| **TAXE FONCIERE BÂTI** | 30,17 | 30,17 | 30,17 | 50,39\* |
| **TAXE FONCIERE NON BÂTI** | 36,06 | 36,06 | 36,06 | 36,06 |

*\*Addition du taux communal de 30,17% et du taux départemental de 20,22%*

La taxe d’habitation étant désormais supprimée, elle est compensée par le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties. La compensation est effectuée totalement depuis 2021 avec application d’un coefficient correcteur de 0,95328.

Les produits d’imposition 2024 :

Taxe foncière propriété bâties : 2 201 479 €

Taxe foncière propriété non bâties : 13 359 €

Taxe d’habitation résidences secondaires 23 392 €

Application coefficient correcteur : -143 559 €

*Source : état 1288*

***3/ Une baisse puis une stabilisation de la dotation globale de fonctionnement :***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| 454 000 € | 446 000 € | 438 000 € | 429 000 € | 423 800 € | 429 986 € | 439 185 € |

\*sous réserve de notification par les services de l’Etat

La baisse du montant de la dotation globale de fonctionnement a tendance à ralentir :

Evolution 2016 – 2020 : - 11,69%, soit - 58 650 €.

Evolution 2021 – 2024  + 10 185 €. = stabilité

Il s’agit de l’addition de la dotation forfaitaire, de la dotation de solidarité rurale et de la dotation nationale de péréquation.

Evolution de la seule dotation forfaitaire :

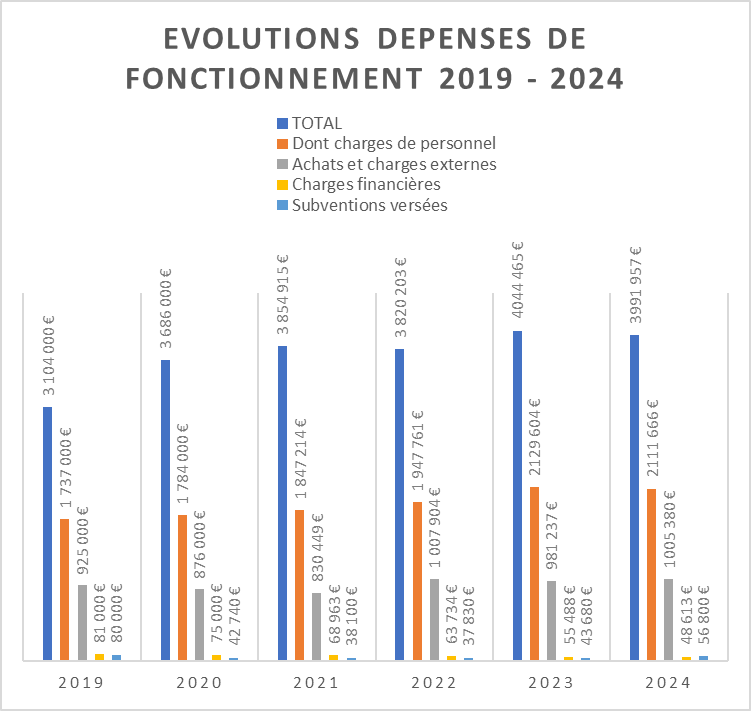
|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** |
| 345 461 € | 345 461 € | 325 666 € | 318 685 € | 312 731 € | 309 587 € | 313 685 € |

***4/ Les dépenses réelles de fonctionnement :***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT** |  |  |  |  |  |  |
|  | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024\*** |
| TOTAL | 3 104 000 € | 3 686 000 € | 3 854 915 € | 3 820 203 € | 4 044 465 € | 3 991 957 € |
| Dont charges de personnel | 1 737 000 € | 1 784 000 € | 1 847 214 € | 1 947 761 € | 2 129 604 € | 2 111 666 € |
| Achats et charges externes | 925 000 € | 876 000 € | 830 449 € | 1 007 904 € | 981 237 € | 1 005 380 € |
| Charges financières | 81 000 € | 75 000 € | 68 963 € | 63 734 € | 55 488 € | 48 613 € |
| Subventions versées | 80 000 € | 42 740 € | 38 100 € | 37 830 € | 43 680 € | 56 800 € |

\*chiffres issus du projet de compte administratif 2024 non voté

L’évolution des dépenses de fonctionnement peut être présentée graphiquement comme suit :



Pourcentage d’évolution de dépenses réelles de fonctionnement sur la période considérée : 28,58% soit + 887 957 €.

Les dépenses de personnel ont augmenté, sur la période 2019-2024 de 21,53%, soit + 374 000 €.

La hausse est plus contenue sur la période 2021-2024 :

Cette évolution s’explique par différents facteurs :

* Hausse du point d’indice : 3,5 % au 1er juillet 2022, puis, de 1,5 % au 1er juillet 2023 et de 5 points d’indice majorée au 1er janvier 2024
* Hausse du SMIC : 1,13% au 1er janvier 2024 par exemple
* Le versement de la prime « pouvoir d’achat » en 2024 : environ 15 000 €
* Création de quelques postes pour faire face aux besoins de la collectivité
* Recrutement d’agents contractuels afin d’effectuer des remplacements d’agents absents.
* Refonte de la grille des agents de catégorie C.
* Enfin, le glissement vieillesse – technicité.

Les charges externes (chapitre 011) ont augmenté quant à elles de 8,65%, soit 80 000 € sur la période considérée (2019 – 2024). Il s’agit des charges à caractère général (fluides, consommables, maintenance notamment) qui évoluent avec le développement de la commune, notamment avec l’évolution des cours mondiaux des matières premières et de l’énergie.

On constate néanmoins une hausse des charges externes à hauteur de 24 000 € entre 2023 et 2024. Les dépenses de réparation du matériel roulant ont fortement augmenté en lien avec l’ancienneté du parc (40 000 € mandatés contre 27 000 € budgétés) que celles liées à l’entretien des terrains communaux (taille et élagage) : 83 000 € mandatés pour 70 000 € inscrits au budget.

Néanmoins, certaines dépenses ont été moins importantes que prévues : énergie et fluides, fournitures administratives, locations de matériel notamment.

Grâce à une bonne maîtrise des dépenses et des recettes supplémentaires, l’excédent de fonctionnement de 2024 dégagé est de 920 594 €. Ceci permet de financer l’investissement.

Pour 2024, la répartition des dépenses de fonctionnement par grandes masses s’établit comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **3 991 957 €** |  |
| Dont charges de personnel | 2 111 666 € | 53% |
| Achats et charges externes | 1 005 380 € | 25% |
| Charges financières | 56 800 € | 1% |
| Dotations aux amortissements | 547 995 € | 14% |
| Subventions versées | 48 613 € | 1% |

**ZOOM M57 :**

Le passage à la nomenclature M57 a été sans conséquence sur le périmètre d’amortissement des immobilisations. Les communes et les EPCI de plus de 3 500 habitants procèdent à l’amortissement de l’ensemble de l’actif immobilisé, à l’exception :

* des œuvres d’art,
* des terrains (autres que les terrains de gisement),
* des frais d’études et d’insertion suivis de réalisation,
* des immobilisations remises en affectation ou à disposition,
* des agencements et aménagements de terrains (hors plantations d’arbres et d’arbustes),
* des immeubles non productifs de revenus.

Par ailleurs, les communes et leurs établissements publics n’ont pas l’obligation d’amortir les bâtiments publics et les réseaux et installations de voirie.

L’instruction budgétaire et comptable M57 pose le principe de l’amortissement d’une immobilisation au *prorata temporis*. Désormais, l’amortissement commence à la date de mise en service, c'est-à-dire à la date d’entrée effective du bien dans le patrimoine de la collectivité. Par mesure de simplification, il est retenu la date du mandat d’acquisition de l’immobilisation comme date de mise en service (pour les biens acquis par plusieurs mandats successifs, la date de début d’amortissement sera celle du dernier mandat).

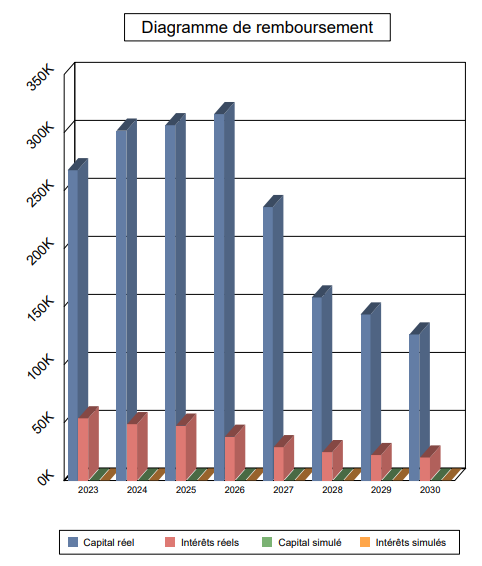
Le règlement budgétaire et financier de la commune a été approuvé par le Conseil Municipal le 30 octobre 2023.

**B/ INFORMATIONS RELATIVES A LA STRUCTURE ET LA GESTION DE L’ENCOURS DE DETTE**

**Une image contenant texte, nombre, capture d’écran, Parallèle

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.**

Le profil de remboursement théorique ci-dessus s’entend sans souscription de nouveaux emprunts pour financer les investissements.

****

La dette au 1er janvier 2025 s’élève à 2 493 904 €. Un emprunt de 250 000 € a été souscrit en 2024.

Le remboursement annuel en capital s’élève à 306 282 € et en intérêts à 47 336 €, en hausse par rapport à 2024 lié à ce nouvel emprunt. Néanmoins, le désendettement de la commune se poursuit, le montant des annuités restant à courir diminuant d’année en année.

A capacité d’autofinancement nette (CAF) constante de 521 793 €, cette dette de 2 493 904 € correspond à un peu moins de 5 années de CAF, ce qui est totalement dans les normes d’endettement admises pour les collectivités.

**C/ L’INVESTISSEMENT**

***1/ Les recettes d’investissement :***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT** |  |  |  |  |  |  |
|  | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024\*** |
| TOTAL | 1 412 000 € | 1 779 123 € | 1 912 083 € | 1 130 437 € | 1 063 661 € | 1 048 613 € |
| Dont emprunts bancaires et dettes assimilées | 100 000 € | 500 000 € | 400 000 € | 0 € | 0 € | 250 000 € |
| Subventions reçues | 185 000 € | 304 846 € | 263 194 € | 307 577 € | 154 859 € | 71 834 € |
| FCTVA | 98 000 € | 109 127 € | 126 717 € | 235 611 € | 131 019 € | 108 599 € |

\*chiffres issus du projet de CA 2024 non encore voté / CA 2024 déduction faite des RAR

D’un point de vue graphique, l’évolution des recettes d’investissement est la suivante :

Nous constatons une hausse des recettes d’investissement en lien avec la souscription d’un emprunt de 250 000 €.

Le montant des restes à réaliser en recettes est raisonnable : 101 742 €, signe du bon niveau de rentrée des recettes prévues, notamment des subventions.

Les dotations aux amortissements sont en baisse : - 19 000 € environ (568 386 €/549 490 €). Ceci s’explique par la sortie de certains biens du périmètre de l’amortissement.

Le résultat reporté au 001 est inexistant (la section d’investissement présentant un solde déficitaire depuis quelques exercices).

L’affectation du résultat (1068) est de 41 163 € et le virement de la section de fonctionnement est de 596 490 €.

On observe également un bon niveau de subventionnement en raison de l’importance des projets d’investissement menés par la commune dans les années précédentes. Ce niveau est en baisse en raison de la baisse des participations des financeurs (Etat, Département, Caisse d’Allocations Familiales …) et de la diminution des investissements de la commune.

Enfin, la recette liée à la taxe d’aménagement est en hausse en raison de la dynamique des travaux soumis à la taxe sur la commune. Recette 2023 : 6 274 € / recette 2024 : 27 122 €. Les programme de construction de logements collectifs sur la commune participent à cette augmentation (programme Vivaldi notamment).

La répartition des recettes d’investissement est la suivante :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **1 048 613 €** |  |
| Dont emprunts bancaires et dettes assimilées | 250 000 € | 23.85% |
| Subventions reçues | 108 599 € | 10.35% |
| FCTVA et taxe d’aménagement | 135 721 € | 12.94% |
| Amortissements | 549 895 € | 52.44% |
| Virement sect fonctionnement | 0 € | 0% |
| Affectation du résultat | 41 163 € | 3.93% |

***2/ Les dépenses d’investissement :***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** |  |  |  |  |  |  |
|  | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024\*** |
| TOTAL | 1 813 000 € | 1 762 640 € | 1 856 729 € | 1 201 584 € | 1 090 504 € | 1 315 437 € |
| Dont dépenses d'équipement | 1 111 500 € | 1 336 797 € | 1 473 760 € | 859 561 € | 707 028 € | 875 925 € |
| Remboursement emprunt et dette assimilée | 350 000 € | 312 605 € | 300 218 € | 271 919 € | 280 164 € | 301 576 € |

\*chiffres issus du projet de CA 2024 non encore voté : CA 2024 déduction faite des RAR

Nous constatons une hausse des dépenses d’investissement par rapport à 2023 avec quelques programmes d’équipement assez importants : aménagement d’une bibliothèque, divers travaux de voirie, extension du columbarium du cimetière et remplacement des alarmes dans divers sites.

En l’absence de projets d’envergure portés par la commune (à l’exception de la construction d’une maison des associations), le niveau des dépenses d’équipement est assez faible.

Le remboursement du capital de l’emprunt augmente légèrement (+21 000 €), en raison de la souscription d’un emprunt de 250 000 €.

**Engagements pluriannuels :**

La commune dispose d’un engagement pluriannuel. Une autorisation de programme accompagnée de crédits de paiement (AP/CP) a été créée par délibération du Conseil Municipal du 11 mars 2024 pour l’opération de construction d’une maison des associations.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° AP | Libellé de l’AP | Montant de l’AP | Crédit de paiement 2024 | Crédit de paiement 2025 | Crédit de paiement 2026 |
| 2024-01 | Construction d’une maison des associations | 2 000 000 € | 50 000 € | 1 500 000 € | 450 000 € |

Le crédit de paiement voté pour l’année 2024 a été consommé à hauteur de 25 929 € pour :

* le règlement de la mission d’assistance à maîtrise d’ouvrage réalisée par la société NARTHEIX
* Les frais de publicité au Moniteur et au BOAMP pour la passation du marché de maîtrise d’œuvre
* La réalisation d’un relevé topographique du futur site d’implantation
* Le règlement des premiers honoraires de maitrise d’œuvre

Avec les AP/CP, l’équilibre budgétaire de la section d’investissement, y compris lors de la clôture de l’exercice, s’apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement réalisés au cours de l’année.

Le solde des crédits de paiement inemployé (24 070 €) pourra être reporté par une délibération modifiant ou ajustant la répartition des CP restants à l’intérieur de l’AP. L’ajustement budgétaire des prévisions de l’AP/CP s’effectuera dans le cadre du budget supplémentaire (BS – première DM adoptée après le vote du CA et reprenant l’affectation des résultats n-1) ou d’une décision modificative (DM). Avec cette méthode, les crédits reportés ne pourront pas être disponibles dès le 1er janvier de l’année suivante, la collectivité devra attendre le vote du CA de l’exercice précédent.

La répartition des dépenses d’investissement s’établit comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| TOTAL | 1 315 437 € |  |
| Dépenses d'équipement (travaux, achats matériels) | 875 925 € | 66.59% |
| Immobilisations incorporelles (études, logiciels) | 75 326 € | 5.73% |
| Remboursement emprunt et dette assimilée | 301 576 € | 22.93% |

**D/ RATIOS**

*Ratio 1* = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/ population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF

*Ratio 2* = Produit des impositions directes/population : (recettes hors fiscalité reversée).

*Ratio 3* = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/ population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

*Ratio 4* = Dépenses d’équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d’équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) 454 (travaux effectués d’office pour le compte de tiers), 456 (opérations d’investissement sur établissement d’enseignement) et 458 (opérations d’investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte 455 (opérations d’investissement sur établissements publics locaux d’enseignement).

*Ratio 5* = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l’exercice. Endettement d’une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d’endettement (ratio 11).

*Ratio 6* = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l’État au fonctionnement de la collectivité.

*Ratio 7* = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la collectivité, c’est un coefficient de rigidité car c’est la part de la dépense incompressible quelle que soit la population de la collectivité.

*Ratio 9* = Marge d’autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette) / RRF : capacité de la collectivité à financer l’investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l’investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l’emprunt pour financer l’investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

*Ratio 10* = Dépenses d’équipement/RRF = taux d’équipement : effort d’équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d’équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie sont ajoutées aux dépenses d’équipement brut.

*Ratio 11* = Dette/RRF = taux d’endettement : mesure la charge de la dette d’une collectivité relativement à sa richesse.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **R1** | **R2** | **R3** | **R4** | **R5** | **R6** | **R7** | **R9** | **R10** | **R11** |
| **Commune 2024** | **950** | **499** | **1169** | **226** | **593** | **104** | **52** | **87** | **19** | **50** |
| **Strate 2022** | **971** | **525** | **1179** | **335** | **779** | **153** | **56** | **89,3** | **28,4** | **66,1** |
|  | **€/hab** | **€/hab** | **€/hab** | **€/hab** | **€/hab** | **€/hab** | **%** | **%** | **%** | **%** |

***Source : DGCL***

Le ratio 8 correspondant au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal n’est plus calculé.

**II/ LES ORIENTATIONS POUR 2025**

**A/ LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

A l’heure où la seule dynamique des recettes pour notre commune est la revalorisation des bases d’imposition sur la seule taxe foncière, le budget 2025 sera de nouveau construit dans un environnement national contraint : baisse des subventions, limitation de l’autonomie fiscale et inflation entraînant une hausse des charges.

***1******/ Prospective 2024 - 2025 des produits de fonctionnement :***

Il est prévu une augmentation des recettes de fonctionnement à 4 878 498 € y compris les rattachements en lien avec une légère hausse des produits fiscaux et surtout avec un excédent de fonctionnement reporté au 002 – résultat de fonctionnement pour un montant de 583 629 €.

1. **Les produits des services et les revenus des immeubles :**

On constate un niveau prudentiel des revenus des immeubles à hauteur de 56 920 €, en hausse après 2024, après un exercice 2023 historiquement élevé en termes de recettes (64 338 €). Le niveau des locations de l’espace Gérard Philipe est tout à fait satisfaisant.

Une hausse de 3% a été votée sur les divers services (restauration scolaire, accueil périscolaire, accueil extrascolaire …) et sur les tarifs de location de l’Espace Gérard Philipe et du cimetière.

Concernant les produits des services, ces recettes étant fluctuantes par nature, les sommes correspondants aux inscriptions budgétaires de l’exercice précédents ont été reprises pour 2025.

1. **La fiscalité**

Dans le cadre de la suppression de la taxe d’habitation, la commune s’est vue adjoindre la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, soit +20,22% à ajouter au taux communal de 30,17%. La partie du montant de recette excédant le produit de la taxe d’habitation perçu depuis 2019 est écrêtée via un coefficient de 0,935328.

Le seul impôt dynamique est donc la taxe foncière.

Une hausse des bases de 1,7% a été intégrée à la préparation du budget.

Les taux d’imposition seront inchangés pour 2025.

1. **Les dotations**

Après une légère augmentation de la dotation de solidarité rurale par rapport aux prévisions (70 848 € inscrits au budget – 77 999 € versés), il a été choisi d’inscrire pour l’exercice 2025 la même somme qu’en 2024 dans un souci prudentiel. La dotation forfaitaire a, pour sa part, été inscrite à hauteur du montant perçu en 2024, soit 313 685 €.

1. **Les autres recettes**

Par ailleurs, au compte 74 – dotations et participations, une forte hausse des recettes est constatée sur l’exercice 2024, suite à la nouvelle convention de participation aux frais générés par la présence de l’hôpital Pasteur sur le territoire communal qui a été signée avec la Communauté d’Agglomération Chartres Métropole. La participation est financièrement revue chaque année. Mais même si le coût du service a augmenté, la ville a inscrit le même montant de recette qu’en 2024 (357 910 €).

Enfin, il est constaté un maintien des recettes au 75 – autres produits de gestion courante. Le versement direct du bonus territoire, par la Caisse d’Allocations Familiales, au concessionnaire des activités jeunesses de la commune a débuté sur l’exercice 2024.

Ce bonus est estimé en 2025 à :

* périscolaire = 33 606,94 €
* extrascolaire = 22 308,24 €

Pour la maison de l’enfance, le bonus territoire est estimé à 32 500 €.

**Vue globale section de fonctionnement recettes :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CHAPITRES - ARTICLES** | | **BP 2024 + DM** | **CA 2024** | **BP 2025** |
| **013** | **Atténuations de charges** | 36 400,00 € | 26 405,49 € | 28 500,00 € |
| **70** | **Produits des services et du domaine** | 238 700,00 € | 234 271 ;68 € | 242 000,00 € |
| **73** | **Impôts et taxes** | 2 796 858,62 € | 2 859 859,31 € | 2 895 089,41 € |
| **74** | **Dotations et participations** | 875 901,47 € | 859 110,70 € | 877 679,45 € |
| **75** | **Autres produits de gestion courantes** | 232 341,00 € | 265 709,57 € | 228 276,00 € |
| **76** | **Produits financiers** | 0,00 € | 5,04 € | 0,00 € |
| **77** | **Produits exceptionnels** | 36 123,75 € | 37 249,15 € | 23 323,23 € |
| **002** | **Résultats de fonctionnement** | 629 941,37 € | 629 941,37 € | 583 629,50 € |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL RECETTES** |  | **4 846 266,21 €** | **4 912 552,31 €** | **4 878 497,59 €** |

***2/ Prospective 2024 - 2025 des charges de fonctionnement :***

*Nota : toutes les sommes sont annoncées avec les rattachements 2024*

**Vue globale section de fonctionnement dépenses :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CHAPITRES - ARTICLES** | | **BP 2024 + DM** | **CA 2024** | **BP 2025** |
| **60** | **Achats et variations de stocks** | 488 340,00 € | 422 687,77 € | 506 996,00 € |
| **61** | **Services extérieurs** | 429 475,76 € | 404 427,06 € | 486 307,00 € |
| **62** | **Autres services extérieurs** | 172 400,00 € | 164 315,48 € | 175 688,00 € |
| **63** | **Impôts et taxes assimilées** | 10 000,00 € | 13 949,70 € | 14 500,00 € |
| **012** | **Charges personnels** | 2 233 900,00 € | 2 111 666,37 € | 2 279 385,00 € |
| **65** | **Autres charges de gestions** | 306 860,00 € | 274 149,78€ | 317 342,00€ |
| **66** | **Charges financières** | 53 299,88 € | 48 613,68 € | 55 838,00 € |
| **67** | **Charges exceptionnelles** | 2 500,00 € | 2 252,00 € | 2 500,00 € |
| **014** | **Atténuation de charges** | 3 000,00 € |  | 3 000,00 € |
| **023** | **Virement à la section de fonctionnement** | 596 490,57 € |  |  |
| **6811** | **Amortissements** | 550 000,00 € | 549 895,68 € | 550 000,00 € |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL DEPENSES** |  | **4 846,266,21 €** | **3 991 957,52 €** | **4 391 556,00 €** |

1. **Perspectives d’évolution du chapitre 011 charges à caractère général :**

Les charges à caractère général devraient augmenter en 2025 : 1 183 491 € (+178 111 € par rapport au réalisé 2024). L’augmentation n’est que de 83 276 € par rapport à l’alloué 2024.

Les principaux postes en augmentation sont :

* L’achat de denrées alimentaires pour les cantines et la Maison de l’enfance (+4 000 €)
* La fourniture de gaz : 90 000 € ; + 16 000 € par rapport au réalisé 2024
* La fourniture de petits équipements pour les services (+2 000 €)
* La fourniture de vêtements et tenues professionnels (+2 500 €)
* La réalisation de travaux d’entretien des espaces verts externalisés (+2 000 € par rapport à l’alloué 2024)
* Les réparations diverses (+14 000), le montant alloué en 2024 s’étant avéré nettement insuffisant
* La réparation du matériel roulant (+11 000 €) qui correspond au montant réel mandaté en 2024, ceci en lien avec l’ancienneté du parc de véhicules de la commune
* Concernant la maintenance : des lignes budgétaires sont créées pour les bornes sectionnelles des divers bâtiments, du système Ampirol sur le camion poids lourd et le contrôle de la qualité de l’air dans les établissements petite enfance et scolaire.
* La reliure des actes administratifs (10 000€) afin de combler le retard de la collectivité en la matière

Les principales économies réalisées concernent :

* Les produits d’entretien hors services techniques (-1 500 €)
* La fourniture en sable et calcaire : (-5 000 €)
* La fourniture de fleurs arbustes gazon (-3 000 €)
* Les locations mobilières (-9 000 €)
* Les travaux de voirie (-10 000 €)

L’enveloppe affectée aux écoles reste constante :

* Elémentaire : 49 €/ élève
* Maternelle : 50 € / élève

1. **Perspectives d’évolution du chapitre 012 charges de personnel :**

Concernant l’exercice budgétaire 2024, les dépenses effectivement mandatées se sont avérées inférieures de 122 234 € par rapport à ce qui avait été inscrit au budget.

Les charges de personnel devraient augmenter de 45 485 €, soit 2,09% par rapport à l’alloué 2024 et 167 719 €, soit 7,96% par rapport au montant effectivement mandaté afin d’intégrer :

* les évolutions liées au glissement vieillesse – technicité,
* les mécanismes de promotions et revalorisations (mise en œuvre des mesures relatives aux Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations -PPCR),
* le remplacement d’agents absents,
* la revalorisation du SMIC qui a eu lieu au 1er novembre 2024. Le SMIC brut horaire est de 11,88 €, soit 1 801,84 € brut par mois
* L’augmentation des cotisations à la CNRACL de 3% (3% par an sur 4 années).

Enfin, la commune prend en charge l’assurance chômage de deux agents placés en retraite pour invalidité permanente, ainsi que le traitement d’un agent en reclassement professionnel.

1. **Perspectives d’évolution du chapitre 65 autres charges de gestion :**

Le chapitre 65 devrait légèrement augmenter. La concession de service public enfance jeunesse a été renouvelée en 2022. La contribution forfaitaire de la commune va augmenter de 22 000 € en raison de l’application de la révision annuelle prévue au contrat et de l’intégration des dispositions l’avenant 196 de la convention collective ECLAT applicable. Cet avenant prévoit, au profit des animateurs, un temps de préparation équivalent à 15% de la durée liée aux temps d’animation.

Par ailleurs, le bonus territoire versé par la Caisse d’Allocations Familiales est dorénavant versé directement au concessionnaire, ce qui entraine, en parallèle, une nouvelle diminution de la contribution de la ville.

Les crédits alloués aux subventions aux associations vont diminuer (-10 000 €). L’augmentation de 2024 résultait de la participation de la ville à l’organisation du départ du Tour Cycliste d’Eure-et-Loir (subvention de 10 000 € aux organisateurs).

Enfin, le poste indemnités des élus reste fixe par rapport à l’alloué 2024.

1. **Le Centre Communal d’Action Sociale :**

La participation de la commune au C.C.A.S. est de 15 000 € (identique par rapport à 2024).

**B/ LES PERSPECTIVES EN MATIERE D’INVESTISSEMENT**

La capacité d’autofinancement correspond à l’ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l’établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers.

*Capacité d’autofinancement brute :* Excédent des produits réels de fonctionnement sur les charges réelles de fonctionnement, dont le montant permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d’investissement (en priorité, le remboursement des emprunts et, pour le surplus, les dépenses d’équipement).

*Capacité d’autofinancement nette* *:* CAF diminuée des remboursements de dettes en capital.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024\*** |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 3 686 643 € | 3 584 915 € | 3 756 469 € | 3 988 977 € | 3 991 957 € |
| Recettes réelles de fonctionnement | 4 057 335 € | 4 117 329 € | 4 520 528 € | 4 715 444 € | 4 912 552 € |
| Epargne brute | 370 692 € | 532 414 € | 700 325 € | 726 467 € | 871 982 € |
| Intérêts d'emprunt | 75 292 € | 68 963 € | 63 734 € | 55 488 € | 48 613 € |
| Epargne de gestion | 295 400 € | 463 451 € | 764 059 € | 670 979 € | 920 595 € |
| Amortissement du capital | 307 886 € | 300 218 € | 271 919 € | 280 164 € | 301 576 € |
| Epargne nette | -12 486 € | 163 233 € | 428 406 € | 390 815 € | 570 406 € |
| Ressources propres d'invest (TA) | 20 411 € | 13 382 € | 11 391 € | 6 275 € | 27 122 € |
| Subventions reçues | 221 257 € | 263 194 € | 167 326 € | 115 409 € | 71 834 € |
| **Capacité d'Autofinancement brute** | **370 692 €** | **532 414 €** | **700 325 €** | **670 979 €** | **823 369 €** |
| **Capacité d'Autofinancement nette** | **62 806 €** | **232 196 €** | **428 406 €** | **390 815 €** | **521 793 €** |

*\*évaluation en attente vote du CA 2024*

Nous constatons une hausse de la capacité d’autofinancement (CAF). Ceci permet de dégager des marges de financement des futurs investissements de la commune, tout en minorant le recours à l’emprunt.

Ceci s’explique par différents facteurs :

* Une augmentation de l’excédent de fonctionnement
* Une augmentation très mesurée de l’endettement (un emprunt de 250 000 € souscrit en 2024 et débloqué au second semestre seulement).

***1/ Prospective 2024 - 2025 des recettes d’investissement :***

Un virement de la section de fonctionnement au 021 viendra apporter environ 486 942 €, en baisse par rapport à 2024.

Un emprunt de 1 500 000 € est prévu pour financer la construction de la maison des associations.

Enfin, le niveau de subventions provenant de partenaires extérieurs tels que l’Etat, la Caisse d’Allocations Familiales ou le Département est de 263 649 € environ, 365 392 € avec les restes à réaliser. Les demandes de subventions ont déjà été effectuées afin de tenir compte des délais imposés par les financeurs.

Les dotations aux amortissements sont d’un montant de 550 000 € en miroir avec les crédits inscrits en recettes en section de fonctionnement.

**Vue globale section d’investissement recettes :**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **BP 2024** | **CA 2024** | **SOLDE 2024** | **RESTES A REALISER** | **BP 2025+RAR** |
| **001** | **RESULTAT REPORTE** | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **1068** | **AFFECTATION RÉSULTAT** | 41 162.58 € | 41 162.58 € | 0.00 € | 0.00 € | 336 965.29 € |
| **021** | **VIREMENT SECTION FONCTION.** | 596 490.57 € | 0.00 € | 596 490.57 € | 0.00 € | 486 941.59 € |
| **041** | **OPERATIONS PATRIMONIALES** | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **10** | **DOTATIONS / FONDS DIVERS** | 118 599.18 € | 135 721.33 € | *-17 122.15 €* | 0.00 € | 168 005.88 € |
| **13** | **SUBVENTIONS INVESTISSEMENT** | 202 772.94 € | 71 834.03 € | 130 938.91 € | 101 742.80 € | 263 649.00 € |
| **16** | **EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES** | 250 000.00 € | 250 000.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 1 500 000.00 € |
| **19** | **DIFFÉRENCE SUR REALIS. D'IMMO.** | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **21** | **IMMOBILISATIONS** | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **23** | **AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| **28** | **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | 550 000.00 € | 549 895.68 € | 104.32 € | 0.00 € | 550 000.00 € |
|  | **TOTAL DES RECETTES** | **1 759 025.27 €** | **1 048 613.62 €** | **536 593.02 €** | **101 742.80 €** | **3 407 304.56 €** |

***2/ Prospective 2024 - 2025 des dépenses d’investissement :***

Les principaux investissements envisagés pour 2025 sont :

**Travaux dans les bâtiments :**

- Construction d’un bâtiment à vocation d’espace associatif (crédits de paiement 1 500 000 € ; travaux 1 879 291 € et études et prestations de service : 83 000 €)

- Le changement de la verrière de l’Espace Gérard Philipe (100 000 €)

- Le remplacement de luminaires à l’Espace Gérard Philipe (55 000 €)

- La réfection de la toiture terrasse de l’Espace Gérard Philipe (38 848 €)

- Les travaux de mise aux normes à la Maison de l’Enfance suit au contrôle de la PMI (13 000 €)

- Le remplacement des éclairages à la Maison de l’Enfance (10 000 €)

**Travaux de voirie :**

* La réfection de la voirie du giratoire de l’avenue du Général De Gaulle (35 000 €)
* L’aménagement du stationnement et la mise en place de plantations rue du 18 août – entre la rue du Grand Séminaire et la rue E. Desouches (25 000 €)
* La réfection des trottoirs rue du 18 août – entre la rue E. Desouches et la rue Cl. Bernard (75 000 €)

- La réfection des trottoirs rue H. Macé (25 000 €)

- La réfection des trottoirs giratoire des Larris (35 000 €)

**Etudes et services :**

* Lancement de la procédure de révision générale du plan local d’urbanisme (30 000 €)
* La réalisation d’une étude de circulation secteur rue de Voves (22 126 €) dans l’optique d’un réaménagement de cette voie (phase 2 – maîtrise d’œuvre)

**Logiciels, informatique et téléphonie :**

* Acquisition d’un logiciel de gestion du protocole (3 540 €)
* Acquisition d’un logiciel de pointage à la Maison de l’Enfance (2 000 €)
* Modernisation du parc informatique (12 000 €)

**Divers :**

* Acquisition de matériels espaces verts (12 387 €)
* Acquisition de 3 radars pédagogiques (5 500 €)
* Acquisition d’une laveuse pour les écoles (3 552 €)

Le total de ces investissements est estimé à 3 222 754 € (3 394 638 € avec les restes à réaliser), financés sur fonds propres et par des subventions sollicitées notamment auprès de l’Etat, de la Caisse d’Allocations Familiales et du Conseil Départemental ainsi que par un emprunt de 1 500 000 €. Le solde sera autofinancé.

**Vue globale section d’investissement dépenses :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PROGRAMMES - ARTICLES** | | **BP 2024** | **CA 2024** | **SOLDE 2024** | | **RESTES A REALISER** | **BP 2025** | **BP 2025 + RESTES A REALISER** |
| ***001*** | **RESULTAT REPORTE** | 26 843.31 € | 26 843.31 € | | 0.00 € | 0.00 € | 266 823.48 € | 266 223.48 € |
| ***040*** | **SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT** | 34 623.75 € | 34 623.75 € | | 0.00 € | 0.00 € | 21 823.23 € | 21 823.23 € |
| ***041*** | **OPERATIONS PATRIMONIALES** | 1 141.69 € | 1 141.69 € | | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| ***16*** | **EMPRUNTS et DETTES ASSIMILES** | 301 576.84 € | 301 576.18 € | | 0.66 € | 0.00 € | 322 000.00 € | 322 000.00 € |
| ***19*** | **DIFFÉRENCE S/REALISAT. IMMOB.** | 0.00 € | 0.00 € | | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| ***20*** | **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | 106 830.60 € | 75 326.79 € | | 31 503.81 € | 24 990.00 € | 67 264.00 € | 92 254.00 € |
| ***21*** | **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | 1 288 009.08 € | 875 925.38 € | | 412 083.70 € | 146 894.61 € | 2 557 509.24€ | 2 704 403.85 € |
|  | **TOTAL DÉPENSES** | **1 759025.27 €** | **1 315 437.10 €** | | **443 588.17 €** | **171 884.61 €** | **3 235 419.95 €** | **3 407 304.56 €** |

# ***3/ Autorisations de programme :***

En 2024, il a été créé une autorisation de programme de 2 000 000 € pour l’opération de construction d’une nouvelle maison des associations.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° AP | Libellé de l’AP | Montant de  l’AP | CP 2024 | CP 2025 | CP 2026 |
| 2024-01 | Construction d’une maison des associations | 2 000 000 € | 50 000 € | 1 500 000 € | 450 000 € |

### Il est proposé de conserver cette autorisation de programme et de ne pas reporter le solde du crédit de paiement 2024. Ce qui permet de réduire le déficit de la section d’investissement.

### C/ PROSPECTIVE

Conformément à l’article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, deux

nouvelles informations doivent être présentées lors de ce débat. Il s’agit des objectifs concernant :

* L’évolution des dépenses réelles de fonctionnement
* L’évolution du besoin de financement annuel calculé

Par ailleurs, la loi de programmation des finances publiques 2022-2026 impose une limitation de

l’évolution des dépenses de fonctionnement.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

* Augmentation des dépenses et recettes de fonctionnement de 2% / an
* Augmentation des dépenses d’investissement pour la réalisation d’une maison des associations (coût initial 2 000 000 € TTC) et d’un réaménagement du haut de la rue de Voves (coût 500 000 € TTC)
* Souscription d’un emprunt bancaire de 250 000 € en 2024, 1 500 000 € en 2025, 450 000 € 2026.
* Les recettes de taxe d’aménagement ne sont pas encore connues (en lien avec les projets de construction sur la commune).

**FOCUS BUDGET VERT :**

La loi de finances instaure l'obligation pour les collectivités et les groupements de plus de 3.500 habitants de se doter d'un "**budget vert**" (art. 191), c'est-à-dire un document budgétaire présentant l’impact environnemental de leurs dépenses. A partir de l'exercice 2024, ce document présente dans les collectivités concernées "les dépenses d’investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France".

**TABLEAU DE PROSPECTIVE 2020 – 2027**



**III. L’INTERCOMMUNALITE**

Depuis 2018, l’Agglomération compte près de 140 000 habitants pour 66 communes. Les compétences de Chartres Métropole ont été modifiées en intégrant notamment l’archéologie au 1er juillet 2018. Un nouveau budget annexe est ainsi venu enrichir les 9 autres budgets annexes et le budget principal.

Les compétences exercées par Chartres Métropole sont donc aujourd’hui plurielles et lui permettent d’être présente sur le territoire pour différentes interventions : déchets, eau potable, assainissement, transports urbains, aérodrome, complexe aquatique et patinoire, complexe culturel et sportif, aménagements de zones d’activités, restauration collective, économique, jeunesse…

Un budget annexe parc des expositions a été créé en 2020.

L’intercommunalité a ouvert deux équipements majeurs : une salle dédiée au sport et au spectacle et un nouveau parc des expositions.

Pour l’exercice de ses missions Chartres Métropole a fait le choix de mettre en place une organisation adaptée en s’appuyant sur des partenariats avec d’autres collectivités et en créant des structures dédiées (établissements publics locaux) comme des sociétés publiques locales (SPL), sociétés d’économie mixte (SEM) ou dernièrement une régie dotée d’une personnalité morale et d’une autonomie financière.

La Communauté d’agglomération est placée sous le régime de la fiscalité professionnelle unique.

Les échanges financiers entre Chartres Métropole et la commune sont les suivants :

* Versement d’une attribution de compensation : 455 401 €
* Versement d’une dotation de solidarité communautaire : 177 798 €
* Versement d’une participation pour les coûts engendrés par la présence de l’hôpital sur la commune du Coudray : 357 000 €
* Remboursement des frais d’entretien de la ZAE : 19 275 €

Le rapport d’orientations budgétaires de Chartres Métropole est disponible sur le site internet de l’établissement.